L'engagement pour le Tiers-Monde des volontaires et des associations : l'exemple du Maine-et-Loire

Jean-Luc Marais

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1103>

DOI : 10.4000/abpo.1103

ISBN : 978-2-7535-1498-0

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 juin 2005

Pagination : 165-190

ISBN : 978-2-7535-0169-0

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Jean-Luc Marais, « L'engagement pour le Tiers-Monde des volontaires et des associations : l'exemple du Maine-et-Loire », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 112-2 | 2005, mis en ligne le 20 juin 2007, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1103> ; DOI : 10.4000/abpo.1103

L'engagement pour le Tiers-Monde des volontaires et des associations : l'exemple du Maine-et-Loire

Jean-Luc MARAIS

Maître de conférences en histoire contemporaine
HIRES – Université d'Angers

Depuis un demi-siècle, de nombreux jeunes Français, filles et garçons, sont partis et partent dans le Tiers-Monde, pour un temps relativement long. On les retrouve souvent, à leur retour, dans des associations agissant en faveur du développement. L'objet de cette communication est d'analyser ce phénomène connu mais peu étudié¹, et de répondre à la suggestion de Claude Prudhomme : « On peut faire l'hypothèse d'un lien entre cette nouvelle forme d'engagement et la tradition d'ouverture léguée par l'action missionnaire [...] mais l'affirmation de l'hérédité suppose d'examiner de près les filiations supposées². » Le cadre du Maine-et-Loire est un bon terrain d'observation. C'est une région de départ de nombreux missionnaires hommes et femmes de 1800 à 1940, une pointe vers l'est sur la carte de Joseph Michel³. Dans la deuxième moitié du xx^e siècle, ce mouvement se poursuit⁴, mais prend aussi de nouvelles formes : les congrégations féminines locales deviennent à leur tour missionnaires⁵, et des prêtres diocésains, dans le cadre de *Fidei donum*, séjournent dans le Tiers-Monde. Y a-t-il un lien entre ces réalités confessionnelles et « une sensibilité "tiers-mondiste" peut-être plus affirmée qu'ailleurs⁶ » ? Nous partons de l'hypothèse que l'ouverture vers le reste du monde, initiée par les mis-

1. Les études existantes portent sur les organisations du type « sans-frontières », qui sont loin de représenter l'ensemble du phénomène.

2. PRUDHOMME, Claude, « De l'aide aux missions à l'action pour le Tiers-Monde : quelle continuité ? », *Mouvement social*, décembre 1996, p. 9.

3. Carte publiée en 1980 dans LEBRUN, François (dir.), *Histoire des catholiques en France*, Privat, p. 384.

4. En 1980, 123 prêtres d'origine angevine dans les congrégations spécifiquement missionnaires (*Annuaire 1980 du diocèse d'Angers*), alors qu'il y a 736 prêtres dans le diocèse.

5. Ce point que nous avons traité lors du colloque, fera l'objet d'une publication spécifique.

6. Je reprend la formule de Michel LAGRÉE pour la Bretagne, dans la postface à la publication de la thèse de Joseph MICHEL, *Missionnaires bretons d'Outre-Mer*, PUR, 1997, p. 260.

sionnaires angevins de retour au pays, a créé un terrain préparant à ces actions nouvelles que sont le volontariat puis la création d'associations tiers-mondistes⁷.

Le volontariat laïc

Des laïcs angevins partent d'abord, selon un schéma assez voisin de celui qui fonctionne pour les religieuses, c'est-à-dire un appel ponctuel, par un missionnaire, ou par une congrégation déjà établie⁸. Il est difficile de tous les repérer : au Cameroun, le Père Chauvat, de Bourgneuf-en-Mauges, fait venir en 1956 un de ses cousins pour installer une maison familiale rurale ; d'autres Maugeois suivront dans les années soixante, hommes et femmes, techniciens et animatrices rurales. Un curé angevin peut aussi relayer la demande d'un missionnaire : ainsi le curé de Saint-Paul-du-Bois invite-t-il une jeune fille à partir en 1967 (après quatre autres jeunes du village)⁹. Les congrégations religieuses, enseignantes et hospitalières, font appel à des collaboratrices : en 1959, une laïque institutrice rejoint les sœurs de Saint-Marie la Forêt : « Elle répondit spontanément à l'appel lancé par notre courrier missionnaire¹⁰ » ; d'autres suivront, souvent des anciennes élèves, 24 au total jusqu'en 1994. Dans les maisons de Sainte-Marie de Torfou au Burkina, en 1960, il y a 12 religieuses et deux institutrices angevines, d'autres, « nombreuses », suivront¹¹. Dans les écoles et collège des Sœurs de la Pommeraye, de 1959 à 1986, quinze jeunes filles venues par l'intermédiaire du Service Coopération et Développement (SCD) de Lyon, et quatorze couples et huit garçons venus par la Délégation catholique à la Coopération (DCC). Dans le collège des Sœurs de la Retraite à Yaoundé en 1960, il y a 10 religieuses et 4 jeunes filles, « véritables missionnaires laïques¹² ». Pour la Congrégation de Saint-Charles au Sénégal, la venue de jeunes filles pose plus de problèmes : les évêques ne sont pas très favorables, comme le prouvent les lettres envoyées à la supérieure en 1961 (en Casamance, une jeune fille seule, cela ne semble pas convenable, et à Dakar, on prendra cette infirmière pour une protestante). Mais finalement des infirmières viennent, pas très nombreuses cependant (2 jeunes filles à Dakar en 1959, une au Lehar en 1977-1980), ainsi que des enseignantes (3 en 1961-1962, deux autres en 1965). Des religieuses angevines rencontrées insistent sur l'africanisation

7. Cette communication n'aurait pu être écrite sans l'aide de l'abbé Charles Maupetit, qui m'a ouvert de nombreuses portes, sans la confiance d'anciens coopérantes et coopérants qui ont répondu à mes questions.

8. Malgré les liens de M^{re} Chappoulie avec l'association *Ad Lucem*, il ne semble pas avoir envisagé l'essor de ce mouvement en Maine-et-Loire.

9. Témoignage recueilli en mars 2004. Cette jeune fille part avec le statut de Volontaire du Progrès, mais travaille à la mission.

10. Archives diocésaines d'Angers (ADA), 3K3, notice rédigée par la supérieure en 1960.

11. *Idem*, et *Partage* [bulletin de la congrégation], janvier 1997, « 40 ans au Burkina Faso », p. 18.

12. ADA, 3K3, notice non datée (1960), rédigée par la congrégation. En 1966, plusieurs coopérantes partent à Madagascar avec les Sœurs de Jeanne Delanoue, pour deux ans.

voulue de leurs collaborateurs, dans les domaines de l'enseignement et de la santé. Ceci n'est pas contradictoire avec le fort développement des mouvements de volontariat que nous observons, qui est plus lié aux grandes congrégations missionnaires masculines, et à l'appel du clergé. Les mouvements d'action catholique de jeunes (JOC-JOCF, JAC-JACF) envoient également dès les années soixante des jeunes en Afrique et en Amérique latine.

L'essor des organisations catholiques à partir des années soixante

Le mouvement de départ de laïcs s'amplifie alors car le contexte a changé. D'abord, le développement, concept nouveau, entre dans le champ religieux catholique. Rappelons quelques dates repères : appel de Jean XXIII à soutenir la campagne de la FAO en 1960, lancement en 1960 par le *Secours catholique* des « micro-réalisations », création en 1961 du Comité catholique contre la Faim, et de *Croissance des Jeunes Nations*, qui va diffuser le « tiers-mondisme catholique », et en particulier les réflexions d'*Économie et humanisme* dans le monde catholique de base. Ensuite, le monde catholique est porté par l'essor de la coopération d'État. En 1963 les Volontaires du Progrès sont créés sur l'initiative du gouvernement et c'est en 1964 que partent les premiers VP¹³. En 1963 est possible le « service militaire en coopération », devenu en 1967 le corps des « appelés du service national actif¹⁴ ». Ceci sur fond de forte croissance du personnel relevant des formes complexes de la coopération : coopérants de la coopération culturelle, scientifique et technique, les plus nombreux, dont une part sont des VSNA (Volontaires du Service national actif)¹⁵, volontaires des organisations de solidarité internationale (OSI), comme les Volontaires du progrès.

Entre le monde catholique et la coopération publique, les liens sont nombreux. Pour recruter les premiers Volontaires du Progrès, on se tourne vers Jacques Laboureau¹⁶ qui a créé en 1960 à Nantes le COTEC, organisateur de stages de jeunes Africains en France¹⁷. Les premiers VP viennent donc nombreux de l'Ouest, du monde rural (les 2/3 de 1964 à 1977) et de la JAC ou de la JOC. Dans l'autre sens, très tôt, les ordres religieux missionnaires et les évêques obtiennent que des jeunes bénéficient du statut de volontaire du

13. HARDY, Yves, *L'Odyssée des Volontaires. Éléments d'enquête sur l'histoire de l'AFVP*, 1994, 141 p.

14. Coopérants dans les pays indépendants, assistants techniques dans les DOM-TOM. À noter que les coopérants (le terme entre dans la langue française dans les années 1960) dépendent soit du ministère de la Coopération (Afrique subsaharienne), soit du ministère des Affaires étrangères (reste du monde).

15. En 1969, 24 000 enseignants et 14 000 experts, dont 6 460 VSNA (3 800 enseignants, 2 660 experts) (*Esprit*, juillet-août 1970, p. 21 et 23).

16. J. Laboureau devient délégué général de l'AFVP en 1964, c'est un ancien scout, tout comme Pierre Chantrand, premier directeur du centre de sélection/formation.

17. COTEC, rue de Coulmiers, Nantes (voir BOUCHER, Jean-Dominique, *Volontaires pour le Tiers-Monde*, Karthala, 1986, p. 41-42). À l'origine du COTEC, les Secrétariats sociaux, organisation catholique.

service national dans des établissements catholiques à l'étranger¹⁸. En 1967, la Délégation catholique pour la Coopération (DCC) est créée à la demande des pouvoirs publics par l'épiscopat et les congrégations missionnaires, pour gérer les volontaires du service national, qui sont ensuite envoyés soit dans des établissements catholiques, soit dans des OSI.

Les premiers organismes catholiques fournissant du personnel aux écoles, aux missions pour leurs activités religieuses et autres apparaissent à la fin des années soixante. En 1959 est créé à Lyon le « Service du laïcat missionnaire », sous l'égide des Œuvres pontificales missionnaires ; ce service devient en 1970 « Service et Développement ». En 1963, les religieuses du Sacré-Cœur de Jésus fondent à Rome les « Volontaires missionnaires du Sacré-Cœur », qui deviendront en 1972 Entraide pour le Développement intégral¹⁹. Cette même année 1963 est créé à Strasbourg le CEFODE (centre de Formation pour le Développement). Ces organismes ont au départ un double rôle : préparation des candidats, centralisation des demandes des partenaires locaux et répartition des volontaires²⁰. C'est aussi en 1965 qu'est créé Frères des Hommes²¹. Les congrégations qui utilisent, on l'a vu, les appelés du Service national, organisent en 1966 une session de quatre jours à Beauvais, de « préparation à l'enseignement missionnaire²² ». La création de la DCC modifie un peu la donne. La DCC étant chargée par l'État de gérer les VSNA va avoir un rôle centralisateur au niveau administratif pour cette catégorie de volontaires, quels que soient les organismes ou secteurs où ils se dirigent ensuite. Mais la DCC recrute et envoie aussi des volontaires qui s'adressent directement à elle, en particulier dans le domaine de l'enseignement. En gérant ainsi ces deux courants, la DCC envoie, dès 1968, 700 volontaires, essentiellement masculins. De 1968 à 1987, 78,5 % des volontaires qu'elle envoie sont partis dans le cadre du service national²³.

18. Cf. la communication de Louis Beauvineau, dans ce volume.

19. En 1979, ces deux organismes fusionnent pour former le SCD [<http://perso.wanadoo.fr/scd/histo1.html>]. De 1963 à 1979, l'EDI a formé 443 candidats et en a envoyé sous sa responsabilité 278 (*L'Église d'Anjou dans la mission universelle...*, janvier 1979).

20. Témoignage de M.-J. C., animatrice rurale, formée en septembre 1972 au CEFODE, et qui rejoint, avec une infirmière parisienne les postes proposés par les Sœurs de la Charité de Sainte-Marie, à Bambari (RCA).

21. Hors de la stricte mouvance catholique, notons la création de Terre des Hommes France (1963), du Comité Jeunes contre la Faim, par la Ligue de l'enseignement, les CEMEA et les Éclaireurs (1961), devenu en 1983 le CLED (Comité laïque d'éducation au développement). Sur ces années, voir CONDAMINES, Charles, *L'aide humanitaire entre la politique et les affaires*, Paris, L'Harmattan, 1989, p. 23-24.

22. Archives Congrégation Saint-Charles, 5N1, circulaire d'invitation aux « coopérateurs militaires ». La circulaire est sous en-tête de l'Union des Supérieurs majeurs de France. Sont également invitants l'ACMEC (Action catholique des membres de l'enseignement catholique), les OPM (Œuvres pontificales missionnaires), le SG de l'Enseignement catholique, le Comité catholique des Amitiés françaises dans le monde, le comité permanent des religieux.

23. BOUJU, Isabelle, *Le Volontariat au développement : imbrications dans la société et dans l'espace français*, maîtrise de géographie, Angers, 1990, p. 9.

Crise des années soixante-dix ?

La fin des années 1960, le début des années 1970 sont marquées par un changement du paysage intellectuel. L'analyse politique du sous-développement remet en cause le discours économique : la voie révolutionnaire s'impose pour sortir du sous-développement, le terme même de sous-développement, par sa référence implicite au modèle occidental et capitaliste étant critiqué. Le tiers-mondisme chrétien est remis en cause : la libération des peuples devient l'objectif, sans que l'on puisse distinguer entre une libération spirituelle et une libération politique. Alors qu'évangélisation et développement semblaient aller de pair, à travers la figure traditionnelle du missionnaire qui baptise, qui construit et qui soigne, le soupçon naît. La théologie de la libération surmonte cette tension, mais en privilégiant un engagement politique qui impose de réévaluer l'action des volontaires venus d'Occident avec leur seule bonne volonté. Conséquence collatérale : le regard jusque-là essentiellement tourné vers l'Afrique se déplace vers l'Amérique latine.

Cette crise est bien connue dans ses expressions intellectuelles. Notons qu'elle ne touche pas que les organisations non-gouvernementales, mais aussi une partie des « coopérants officiels », comme en témoigne le riche numéro spécial d'*Esprit*, « Les coopérants et la coopération », en juillet-août 1970. Mais il convient de confronter ces discours et les expériences de terrain :

« Comme si, emportés par leurs motivations, les militants chrétiens éprouvaient des difficultés particulières à s'inscrire dans le champ de la complexité et de l'action possible et couraient toujours le risque de viser trop haut ou trop bas : la dénonciation prophétique et le discours globalisant d'un côté, les ornières de la charité individuelle de l'autre²⁴. »

Sur le terrain, les volontaires ressentent les ambiguïtés de leur action, s'interrogent sur leur efficacité. Évoquant ces années soixante-dix, Jean-Dominique Boucher écrit :

« La "coopération", les "coopérations", étaient dans le collimateur. On rejetait des notions d'"assistance", et d'"aide" qui, disait-on, ne pouvaient que maintenir les peuples dans leur situation de dominés. [...] Il y avait le mélange d'un certain romantisme, d'une certaine utopie mais aussi d'une aspiration à l'efficacité dans l'engagement concret. L'ensemble n'est pas contradictoire mais stimulant. De ce fait, les révisions qui se préparaient – dans les mentalités des volontaires ou de leurs supporters des ONG – n'étaient pas seulement d'ordre politique. Elles concernaient les méthodes de travail. [...] Les volontaires qui s'étaient imaginé apporter le progrès (quel progrès ? leur progrès ?) commençaient à relativiser ferme²⁵. »

Les débats créés en 1975 au sein de l'Association des Volontaires du Progrès par la publication de l'enquête « 100 anciens volontaires parlent²⁶ »

24. CONDAMINES, Charles, *op. cit.*, p. 26.

25. BOUCHER, Jean-Dominique, *Volontaires pour le Tiers-Monde*, Karthala, 1986, chapitre 4, La coopération en question, p. 72-73. J.-D. Boucher est journaliste (*Ouest-France*) et avait effectué de nombreux reportages en Afrique.

26. HARDY, Yves, *op. cit.*, p. 75 *sqq.*

illustrent ce tournant. Deux grandes thématiques s'imposent alors. D'une part, le changement « là-bas » implique le changement « ici », par l'information, les comportements, l'engagement militant associatif ou politique²⁷. D'autre part, là-bas, comment « faire avec » plutôt que de « faire pour » ?

En même temps, qu'elles le souhaitent ou non, les diverses associations sont des vecteurs de la politique française de coopération, et elles ont des liens avec d'autres associations, elles aussi tournées vers le Tiers-Monde, n'envoyant pas de volontaires, mais collectant des ressources²⁸, ou informant l'opinion. D'où la naissance d'un certain nombre de regroupements, dont les configurations sont complexes²⁹ : Centre de recherche et d'information sur le développement – CRID, 1976 – d'initiative gouvernementale, Comité de liaison des ONG-CLONG, 1978, regroupement des organisations envoyant des volontaires, Bureau de liaison des ONG-BLONG, 1979, ancien bureau des œuvres privées du ministère de la Coopération, devenu Service de liaison des ONG-SLONG par la suite, Intercollectif des associations de solidarité internationale et de développement (1982), et Commission Coopération-Développement (1984). Par ailleurs, l'apparition du « sans-frontiérisme » est un facteur nouveau. On désigne ainsi les organisations qui se situent dans le prolongement de *Médecins sans frontières*, fondés en 1971³⁰, mais dont l'essor date essentiellement de la fin des années soixante-dix, et qui vont monopoliser bien vite le qualificatif « humanitaire³¹ ». Les fondateurs sont les déçus du tiers-mondisme politique. « Dans ce mouvement de bric et de broc, sont convoqués les déçus de mai 1968, les orphelins du discours marxiste. Une génération entière doit s'y reconnaître, lance-t-on. La charité au lieu et place de la révolution enterrée³². » Qu'il le veuille ou non, le sans-frontiérisme peut apparaître comme une retombée de la crise du tiers-mondisme en général et du tiers-mondisme catholique en particulier³³. Mais loin des débats intellectuels, entre l'aide au développement et l'aide d'urgence, la frontière s'établit assez vite³⁴. Des objectifs différents, des fonctionnements différents, des hommes et des femmes différents. Les études menées sur les « humanitaires », par des sociologues et des polito-

27. Et ceci peut conduire au retrait par rapport à l'action internationale, comme dans le cas de Frères des Hommes.

28. En 1985, la COCODEV estime que 141 ONG collectent des ressources en France (109 exclusivement ou principalement en vue du développement, 30 exclusivement et principalement en vue d'actions d'urgence, les autres n'ayant pas précisé), Commission Coopération développement, *Argent, Associations, Tiers Monde*, ministère de la Coopération, Documentation française, 1988, p. 141.

29. CONDAMINES, Charles, *op. cit.*, Chapitre VI, Les ONG entre-elles, p. 119-133.

30. Médecins du Monde (1980), Handicap International (1982), Action contre la faim, etc.

31. Dans une bibliographie abondante, dont les auteurs sont souvent des acteurs, une étude universitaire : RYFMAN, Philippe, *La Question humanitaire. Histoire, problématiques, acteurs et enjeux de l'aide humanitaire internationale*, Éditions, 1999, 208 p.

32. WEBER, Olivier, « avant-propos », dans *Humanitaires*, Paris, Le Félin, 2003.

33. PELLETIER, Denis, « Du tiers-mondisme catholique aux ONG de développement », Colloque *Les ONG confessionnelles. Action internationale et mutations religieuses*, AFSP et AFSR, février 2004.

34. RUFFIN, Jean-Christophe, *Le Piège humanitaire*, 1986, p. 13.

logues³⁵, nous décrivent des itinéraires qui ne croisent pas ceux des volontaires du développement, si ce n'est, en amont des engagements, une volonté de « faire quelque chose pour les autres », bien souvent liée, mais non exclusivement à une socialisation religieuse.

La place de l'Ouest et du Maine-et-Loire

En nous focalisant sur les volontaires du développement, hommes et femmes expatriés pour la durée d'un contrat, dans le cadre d'une association³⁶, non salariés³⁷, mais bénéficiant d'une indemnité de subsistance, nous observons un groupe relativement restreint : 15 000 personnes au total de 1965 à 1990³⁸, 1 231 personnes en 1979, 1 522 en 1985, 1 615 en 1987³⁹. Si l'on répartit géographiquement ces volontaires (résidence des parents), en les rapportant à la population, on voit nettement se dégager une géographie (Annexe 1)⁴⁰ qui assez grossièrement ressemble à la fameuse carte religieuse de la France rurale des années cinquante, et plus finement à la carte du recrutement missionnaire établie par Joseph Michel (Annexe 2)⁴¹. Rien d'étonnant puisque les deux tiers des volontaires partent dans le cadre d'organismes d'origine confessionnelle (DCC, SCD, DEFAP⁴², CEFODE), le tiers restant étant formé essentiellement de Volontaires du Progrès. À noter d'ailleurs qu'il y a une certaine « navigation » des volontaires entre les divers organismes, avant leur départ⁴³. Les cartes du recrutement des divers organismes sont également parlantes : la carte des volontaires DEFAP ressemble assez à la carte de la France protestante⁴⁴ (Annexe 3) ; celle des volontaires de la DCC⁴⁵ représente assez

35. DAUVIN, Pascal, SIMÉANT, Johanna, *Le Travail humanitaire, les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Paris, Presses de Science-Po, 2002.

36. En 1987, sur 520 ONG en rapport avec le Tiers-Monde (selon le ministère de la Coopération), 53 envoient des volontaires (BOUJU, Isabelle, *Le Volontariat au développement : imbrications dans la société et dans l'espace français*, 1990, p. 8).

37. Depuis 1986 existe un statut officiel du volontaire du développement, à côté du statut du VSNA. Ce statut a été modifié en 1995 (statut du volontaire civil).

38. BOUJU, I., *op. cit.*, p. 12 pour 1979 et 1985, J.-D. BOUCHER, *op. cit.*, p. 15, pour 1985.

39. CONDAMINES, Charles, *op. cit.*, p. 70, qui utilise les données du CLONG. Des volontaires moins nombreux partent par d'autres voies. Si l'on considère les volontaires dans la zone relevant du ministère de la Coopération (essentiellement l'Afrique), ils sont environ 600 en 1965, 650 en 1975, 1200 en 1990, *L'assistance technique française (1960-2000), Rapport d'étude*, ministère de la Coopération, 1994, p. 65.

40. Enquête du CLONG, 1987, reprise par C. CONDAMINES, p. 79, et Isabelle BOUJU, *op. cit.*, p. 69.

41. LEBRUN, F. (dir.), *Histoire des Catholiques en France*, Privat, 1980, p. 384 : il s'agit de la carte du recrutement missionnaire de 1800 à 1940.

42. Département évangélique français d'action apostolique, fondé en 1906 par cinq Églises protestantes.

43. Des volontaires formés par le SCD partent avec les VP ou avec la DCC (*Bulletin SCD Ouest*, décembre 1981). Les 2/5 des volontaires SCD sont pris en charge par les partenaires du SCD, les autres par d'autres organismes (*idem*, mars 1982).

44. BOUJU, I., *op. cit.*, p. 86.

45. *Ibidem*, p. 85.

bien la France catholique, malgré l'absence notable du Massif central⁴⁶ (Annexe 4); la carte des candidatures déposées auprès du SCD est le reflet de l'implantation lyonnaise de cet organisme, et de son inspiration catholique (Annexe 5). En revanche la carte des anciens Volontaires du Progrès⁴⁷ est beaucoup plus difficile à interpréter : les zones urbaines y apparaissent bien représentées, mais d'autres concentrations sont difficilement explicables (Annexe 6). De toutes ces comparaisons, qu'il faudrait évidemment nuancer par les données démographiques, les types de formations offertes, l'accès à des formations supérieures⁴⁸, la plus pertinente nous semble être celle qui juxtapose carte de l'origine familiale des volontaires et carte du recrutement missionnaire. Pourtant, chronologiquement ces cartes sont décalées. Mais si l'on fait l'hypothèse que l'ouverture sur le Tiers-Monde est le prolongement, partiellement laïcisé, du souci missionnaire, bien des liens peuvent être trouvés : le rôle des contacts familiaux avec des personnes ayant déjà fait une expérience de ce type, et ce peut être des missionnaires hommes ou femmes⁴⁹, la vision de films, d'expositions missionnaires, la lecture de la presse missionnaire et ses images de la pauvreté et des remèdes qu'on y apporte... Tout comme le mouvement missionnaire, le volontariat est un mouvement qui s'auto-entretient. Notons que les témoins rencontrés, tout comme les récits biographiques rapportés dans les divers bulletins signalent le rôle des mouvements d'action catholique et du scoutisme.

Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que l'Ouest soit bien présent. Isabelle Bouju précise même : « La densité élevée du volontariat en Pays de Loire et plus particulièrement en Maine-et-Loire s'explique sans doute essentiellement par la présence d'un tissu associatif serré et la prégnance du facteur religieux, sans oublier l'importance d'un milieu agricole toujours actif et vivant⁵⁰. » Avec un taux de 7 volontaires pour 100 000 habitants, le Maine-et-Loire serait le département d'origine d'une quarantaine de volontaires en 1987, soit, si l'on prend la durée médiane des missions, vingt par an⁵¹.

46. Étant donnée la part importante des volontaires DCC dans les établissements secondaires confessionnels, on aurait pu penser retrouver la carte de l'enseignement secondaire privé : ce n'est pas vraiment le cas.

47. BOUJU, I., *op. cit.*, p. 84, d'après l'annuaire 1989 des anciens VP.

48. Ce que fait excellemment Isabelle Bouju en tenant compte de la répartition par âge, de l'importance de l'enseignement agricole.

49. Dans l'enquête d'Isabelle Bouju, 52 % des répondants signalent qu'une personne a joué « un rôle déterminant » dans leur désir de devenir volontaire (p. 54). Et l'on retrouve ce rôle d'un médiateur chez les volontaires de l'humanitaire (P. DAUVIN, J. SIMÉANT, *op. cit.*).

50. BOUJU, I., *op. cit.*, p. 79.

51. En faisant les mêmes calculs, pour les trois départements Maine-et-Loire, Loire-Atlantique, Vendée, on aurait 94 volontaires, soit 47 par an. Le SCD représente à cette date 10 % des volontaires à l'échelle nationale : on devrait avoir 5 volontaires du SCD pour ces trois départements. Le bulletin du SCD Ouest (qui couvre ces trois départements) annonce en 1987 10 départs : on est dans un ordre de grandeur vraisemblable puisque le bulletin évoque aussi parfois des volontaires d'autres organismes (DCC, VP).

La fin du service national a légèrement modifié les données ⁵², même si des textes nouveaux encouragent le volontariat. S'est ajoutée aussi la dévaluation du Franc CFA, qui a rendu plus difficile le financement des indemnités des volontaires par les institutions du Sud qui les accueillent. Si l'on totalise les volontaires envoyés par les organismes membres du CLONG, ils étaient 1 327 en 1986 ⁵³. Un sommet, pour la plupart de ces organismes a été atteint en 1990 (VP ⁵⁴, DCC en particulier). Actuellement ceux qui subsistent parmi ceux qui existaient en 1986 envoient 1 136 volontaires ⁵⁵ (contre 1 271 en 1986). Les associations participantes au CLONG actuellement ont 1 422 volontaires sur le terrain ⁵⁶. Une quasi stabilité. Les organismes d'origine catholique ou protestante envoyaient 750 volontaires en 1986, 915 actuellement.

Développement et évangélisation

Les tensions, depuis longtemps présentes même chez les prêtres missionnaires, entre évangélisation et développement ne sont pas d'une autre nature que celles qui traversent le catholicisme français des années 1965-1980 ⁵⁷, et qui s'articulent au rapport engagement religieux et action politique ou syndicale. Nous nous contenterons de citer, parce que nous l'avons trouvé dans des archives angevines, ce témoignage de jeunes séminaristes et novices, venant de vivre (1972) une « expérience au service du développement » :

« Lorsqu'on revient, l'expérience nous fait revoir notre projet. Il nous faut répercuter les appels que nous lance le Tiers-Monde : appels à la conversion, non seulement personnelle, mais aussi économique et politique. Nous prenons conscience que notre langage n'est pas universel, que la structure ecclésiale n'est pas nécessaire aux pays sous-développés. »

Et un peu plus loin :

« Le développement a pris son autonomie. La foi, la charité ne sont plus moteurs, la référence à Jésus-Christ ne semble plus nécessaire ⁵⁸. »

52. Deux tiers d'hommes en 1987, à peine la moitié en 2002 (46 % chez les candidats recrutés par les VP en 2002, 48 % au SCD, 48 % chez les participants au stage DCC).

53. BOUCHER, J.-D., *op. cit.*, p. 231 *sqq.*

54. HARDY, Y., *op. cit.*, p. 119, et p. 128.

55. Les données les plus récentes sont fournies par le site [www.coordinationsud.org].

56. En y intégrant les 135 volontaires de Handicap International qui est membre du CLONG. Rien à voir dans ces organisations avec les gros bataillons des « urgentistes » de Médecins sans Frontières, 960 volontaire, Médecins du Monde, 485 volontaires (1999). Il n'en reste pas moins que l'effectif des volontaires du développement reste incertain : en 2002, selon un document diffusé par l'AFVP, (*Observatoire du recrutement, année 2002*, p. 6) il y a « sur le terrain environ 2 000 volontaires français ».

57. PELLETIER, Denis, *La Crise catholique : religion, société et politique en France, 1965-1978*, Paris, Payot, 2002.

58. Compte rendu polycopié du colloque « Enseignement théologique et développement », organisé par la Commission justice et Paix (Archives Congrégation Saint-Charles, Dossier Amérique latine, chemise « Premières recherches de la congrégation »).

Derrière cette réaction à chaud, il y a deux questions : quel est l'effet de l'expérience du Tiers-Monde sur l'adhésion religieuse, en particulier chez des jeunes gens en recherche, hors de leur cadre familial ? Comment envisagent-ils une présence « missionnaire » ? Si la question est capitale pour des jeunes engagés dans un projet religieux, elle est moins centrale pour des volontaires laïcs, mais se pose également. Même si l'adhésion religieuse se mesure mal par des réponses courtes à un questionnaire, on utilisera ici l'enquête d'Isabelle Bouju, sur le milieu des années 1980⁵⁹. Qu'en est-il de l'adhésion religieuse des volontaires avant leur départ ? Elle montre que 52 % des volontaires faisaient partie d'une association confessionnelle⁶⁰ (et c'était le cas de près de 90 % de leurs parents), 59 % participaient régulièrement au culte, 40 % avait suivi tout ou partie de l'enseignement secondaire dans l'enseignement privé. Ces caractéristiques sont évidemment plus marquées dans certaines régions (cartes 2 et 3)⁶¹. Mais si 66 % des volontaires SCD, 73 % des volontaires DCC appartiennent à une association confessionnelle, ce n'est le cas que de 16 % des Volontaires du progrès. Pour la participation au culte, les taux sont respectivement de 79 %⁶², de 81 %, et de 19 %. L'enquête citée a posé les mêmes questions aux volontaires de retour :

« La période du retour est marquée par une diminution sensible de l'engagement religieux des volontaires, diminution qui se traduit par une baisse de la pratique religieuse : 46,5 % des anciens volontaires déclarent participer régulièrement au culte à la date de l'enquête contre 59 % dans la période précédant le départ ; doublée d'une réduction de la participation à un mouvement religieux : 33,5 % des volontaires de l'échantillon signalent leur adhésion à un organisme d'Église au retour⁶³ contre 52 % avant de partir⁶⁴. »

On peut établir un tableau⁶⁵ en fonction des organismes de départ.

	Participant au culte avant	Participant au culte après
CEFODE	66,00 %	50,00 %
DEFAP	88,00 %	50,00 %
SCD	79,00 %	75,00 %
DCC	81,00 %	71,25 %
AFVP	19,00 %	8,33 %

59. Enquête en 1989 par questionnaire sur 200 volontaires revenus depuis moins de 5 ans, échantillon constitué pour tenir compte de la répartition géographique et par organismes de départ révélée par l'enquête du CLONG de 1987.

60. 38 % des volontaires récents étaient membres d'une association religieuse avant leur départ (Enquête IPSOS 2003 auprès de 501 volontaires membres d'organisations du CLONG, de retour depuis moins de 5 ans, aimablement communiquée par le SCD Lyon). Pour la DCC, c'est 77 % (enquête récente signalée en 2003 sur le site de la Coopération missionnaire du diocèse de Quimper).

61. BOUJU, I., *op. cit.*, p. 74.

62. Sur les volontaires 2002 du SCD, 63 % sont pratiquants et 89 % croyants (SCD, *Profil des volontaires en Mission de solidarité internationale en 2002*, par Annie Montrieux, p. 13).

63. 41 % des volontaires actuels déclarent être membres d'une association religieuse à leur retour (enquête IPSOS citée).

64. BOUJU, I., *op. cit.*, p. 154.

65. *Ibidem*, regroupement des données des pages 81 et 156.

	Participent à une assoc. relig. avant	Participent à une assoc. relig. après
CEFODE	33,00 %	0,00 %
DEFAP	83,00 %	55,50 %
SCD	66,00 %	41,60 %
DCC	73,00 %	52,50 %
AFVP	16,00 %	6,90 %

Cette évolution des comportements est variable selon les régions, la stabilité, selon I. Bouju, l'emportant particulièrement en Pays de la Loire et en Franche-Comté, en ce qui concerne la pratique comme l'engagement associatif confessionnel.

Par ces questions, on a tenté d'atteindre les convictions intimes des volontaires. Des témoignages peuvent compléter ces données statistiques : nous utilisons d'abord les lettres et articles publiés par le SCD Ouest, groupement de volontaires et d'anciens volontaires de Maine-et-Loire, Loire-Atlantique et Vendée⁶⁶. 1983, République Centre-africaine : une dizaine de jeunes coopérants ont créé un groupe « pour répondre à un désir d'analyse, de compréhension et de réflexion sur notre vie et ce qui nous anime. Les uns voulant approfondir leur foi, les autres étant en recherche⁶⁷ ». 1986, Burkina : « Ma foi grandit chaque jour davantage au contact de ces frères et de ces sœurs burkinabés⁶⁸. » 1994, Cameroun : « Bilan de deux ans [...] Sur le plan de la foi, c'est une expérience qui m'a moi-même rapproché de Dieu. » Un volontaire (1983-1985) relève combien il a été impressionné par le témoignage des religieux rencontrés là-bas⁶⁹. Mais d'autres témoignages attestent que la situation n'est pas si simple. En septembre 1982, le bulletin rend compte d'un week-end organisé en Haute-Volta, et rapporte les propos d'un intervenant, prêtre : « Les gens disaient : "Les Pères ont leur Dieu, les autres [les coopérants] doivent avoir un autre Dieu, parce qu'on ne les voit jamais avec les chrétiens. Leur Dieu doit s'appeler 'argent, politique, fusil' parce qu'ils ne parlent que de ça." » Et un témoin évoque le problème que peuvent poser, aux yeux des missionnaires, des volontaires qui jouent au ballon pendant la messe du dimanche ! Mais un autre témoignage évoque un missionnaire prêt à accepter un volontaire non chrétien mais décidé à s'engager dans les projets de développement de la mission⁷⁰. Le bulletin du SCD Ouest rapporte un débat significatif : ce groupe d'anciens volontaires voulait soutenir un projet en Afrique : il fallait donc choisir entre diverses propositions. En octobre 1981, une jeune fille présente son projet : une insertion au cœur de la population, un partage de la vie des Africains, pour témoigner de sa foi. Un long débat en assemblée générale est consacré au projet : « Il semble trop flou par bien des aspects ; le côté

66. Sur l'origine de ce groupe, voir plus loin.

67. *Bulletin SCD Ouest*, 19, courrier de Bambari.

68. *Ibidem*, juillet 1986.

69. Entretien avec J.-M. M., janvier 2004.

70. Entretien avec Ch. M., janvier 2004.

spécifiquement religieux semble rebuter certains. Un débat lourd s'instaure péniblement sans faire apparaître un début de consensus. » Après s'être divisé en sous-commissions, on vote : une courte majorité se dégage pour soutenir ce projet « mais à condition qu'il y ait une participation et une prise en charge effective de tous les villageois, que les bénéficiaires ne soient pas seulement les membres de la communauté chrétienne, que les activités à soutenir soient exclusivement des actions de développement et qu'il y ait au préalable un complément d'information⁷¹ ».

Il importe surtout de cerner l'attitude des volontaires par rapport à l'action pour laquelle on les a appelés. À propos des volontaires envoyés par la DCC, Claude Prudhomme écrit : « Imaginés au départ comme des coopérants missionnaires laïques, la majorité des volontaires affirment très vite une autonomie qui n'est pas sans créer des tensions⁷². »

Venir au service d'une mission, d'une congrégation, y habiter, pose la question du comportement à avoir par rapport à ces établissements et à leur type d'action⁷³ qui pouvait étonner des jeunes venant de France où la présence de l'Église prenait d'autres formes. En 1980, le SCD Lyon organise une tournée en Afrique de deux responsables pour visiter les volontaires, rencontrer les missionnaires, et atténuer éventuellement quelques tensions⁷⁴. Une « lettre ouverte des coopérants laïcs missionnaires à l'ensemble du clergé et à tous les autres coopérants laïcs missionnaires du diocèse [de Bambari, RCA] », fin 1981⁷⁵, atteste de « la difficulté à vivre la solidarité avec la mission ». « Quelle place cette communauté qui nous a appelés nous réserve-t-elle ? [...] Quels liens existe-t-il entre pastorale et animation ? Sommes-nous solidaires du travail pastoral des Pères et des Sœurs ? Nous pensons qu'il doit y avoir effectivement une relation étroite entre nos activités puisque notre idéal est le même et que nous nous adressons aux mêmes personnes. » Mais il n'y a pas harmonisation des méthodes ; et le texte de relever les différences de comportement entre les coopérants et les missionnaires, dans l'accueil des Africains. On y relève aussi : « Pour construire une église, on ne demande rien alors que pour la case du groupement [agricole], on exige des paysans qu'ils se prennent entièrement en charge... Y a-t-il un projet diocésain de développement ? » Une des auteurs de cette lettre, rencontrée en 2003⁷⁶ s'exprime ainsi : « On n'était pas là pour faire ce que font les Pères et les Sœurs, on était des pro-

71. *Bulletin SCD Ouest*, n° 13, 14, 15. Le projet sera finalement abandonné, faute de financement suffisant.

72. « Le grand retour de la mission », *Vingtième Siècle*, 2000, t. 66, p. 125.

73. Lettres publiées et témoignages recueillis signalent des missions gérant des petites entreprises : menuiserie, fabrique de parpaings, imprimerie...

74. Témoignage de M. L., 10 mars 2004, ancienne volontaire elle-même, qui a participé à cette tournée.

75. *Bulletin du SCD Ouest*, n° 15, juillet 1982.

76. Entretien avec M.-J. C., le 24 novembre 2003. Le texte de la lettre ci-dessus n'a pas été évoqué lors de cet entretien.

fessionnels, jamais les sœurs nous l'ont reproché... Parfois, on avait trop de travail, on n'allait pas à la messe. Cela choquait certains à la mission... On était témoin de valeurs, on n'était pas missionnaires. » Les témoins soulignent aussi le décalage entre des volontaires présents pour peu de temps, et des religieux enracinés sur place.

La question se pose en des termes différents selon que les volontaires sont explicitement au service des activités religieuses d'une mission, ou bien assurent des activités sanitaires ou éducatives. Dans le bulletin diocésain *L'Église d'Anjou dans la Mission universelle de l'Église*, le vocabulaire est sans ambiguïtés : la première fois que l'on parle des volontaires, en 1973, c'est sous la rubrique « Laïcs missionnaires », et l'expression est par la suite reprise plusieurs fois, pour présenter des témoignages qui proviennent d'enseignants, d'animateurs ruraux, de responsables de la catéchèse... Si l'on tente un classement plus précis des activités des volontaires, à partir d'une autre source dont la précision est toute relative⁷⁷, nous aurions la répartition suivante⁷⁸ :

Activités	1981-1988	1991-1996
Pastorales	25 %	13 %
Enseignement	26 %	16 %
Sanitaires	31 %	66 %
Économiques*	13 %	4 %
Autres**	6 %	11 %

*développement agricole, fonctionnement d'ateliers

** promotion féminine, encadrement d'enfants

Aux volontaires chargés d'activités spécifiquement religieuses, on confie souvent le développement de l'Action catholique et de la catéchèse. Un ancien volontaire au Gabon décrit ainsi ses actions : catéchèse chaque jour à la mission pour les scolaires, développement des groupes de Cœurs Vaillants et Ames Vaillantes par l'organisation d'équipes et de rencontres entre les jeunes responsables du secteur, création d'une équipe de JEC (Jeunesse étudiante chrétienne) pour les plus grands, animation de loisir avec sa guitare⁷⁹ : on voit bien ici l'adéquation entre ces réalisations, et la formation d'un jeune catholique de 22 ans, actif avant son départ dans les mouvements catholiques (scoutisme). Il était le premier volontaire dans cette paroisse tenue par les Spiritains, et a été remplacé au terme de ses

77. Dans le *Bulletin SCD Ouest*, de 1981 à 1996 (collection avec lacunes), nous avons relevé tous les courriers des volontaires, et les activités évoquées dans ces courriers. Tous les volontaires n'écrivent pas, et d'autres écrivent beaucoup... On a comptabilisé les mentions d'activité, et non les individus.

78. À noter que les statistiques publiées par les organismes catholiques n'ont pas de rubrique « activité pastorale », mais une rubrique « animation socio-culturelle » qui doit à peu près s'y identifier.

79. Entretien avec J.-M. M., janvier 2004. Voir aussi la lettre du même publiée en janvier 1984, *Bulletin SCD Ouest*.

deux ans de présence. On trouve aussi mention de volontaires chargés du secrétariat d'un évêque, de la formation des catéchistes, de la presse catholique...

Les volontaires en Amérique latine (on en mentionne à partir de 1984) se répartissent en deux groupes, perméables l'un à l'autre : les uns dans le secteur de la santé, les autres intégrés aux paroisses, ou aux communautés de base (les deux expressions sont employées), pour l'encadrement des enfants, des femmes, la formation des paysans : « prévention et conscientisation⁸⁰ ». On retrouve dans leur engagement les mêmes caractéristiques que chez les religieuses parties en ces pays : une certaine distance par rapport aux institutions ecclésiastiques traditionnelles, un souci de partager la vie des communautés, un refus d'opposer développement et évangélisation.

La dialectique développement-évangélisation (dont on pourrait d'ailleurs rapprocher la dialectique développement-action politique) ne semble pas poser problème aux volontaires⁸¹, du moins quand ils s'expriment dans la sphère catholique⁸². Pour eux, les significations religieuses, politiques, économiques des termes comme *développement*, *libération*, des expressions comme « mettre l'homme debout », ne relèvent pas d'un discours flou, camouflant les contradictions. Elles ne sont que la reprise par des laïcs d'une réflexion menée depuis longtemps par les missionnaires sur leur action, et sur une plus longue durée, l'insertion dans un catholicisme intégral que l'Ouest de la France a longtemps assumé. En 1984, deux lettres de volontaires rendent bien compte de la façon dont la question, présente dans les esprits, est résolue. « Le souci de développement lié à l'annonce de l'Évangile diffère selon les personnes » ; « Les signes du Royaume⁸³ aujourd'hui peuvent être facilement réactualisés. Ce sont tous nos secteurs d'activité dits "non pastoraux" qui font partie au même titre que la prédication ou la

80. *L'Église d'Anjou dans la mission universelle*, mars 1981, « Zabeth repart au Brésil ».

81. Je serai donc moins affirmatif que Claude Prudhomme qui évoque « un déplacement des modèles chez les jeunes catholiques, du missionnaire classique vers l'agent de développement et le coopérant » (« De l'aide aux missions à l'action pour le Tiers-Monde, quelle continuité ? », *Le Mouvement social*, décembre 1996, p. 27).

82. Il n'y a pas cette difficulté relevée par Annie Collovald, interviewant, dans un tout autre cadre, des salariés et syndicalistes engagés dans des actions de solidarité internationale : « Tant que le regard porté sur l'expertise humanitaire reste distancié, neutre et objectif, leur discours est facile et fluide. En revanche, dès qu'ils sont invités à aborder les raisons de leur engagement [...] on devine une certaine gêne, imputable à la situation de porte-à-faux dans laquelle ils se trouvent : justifier l'aide apportée à des populations lointaines en prenant soin de n'emprunter ni à l'univers politique ni au monde des croyants son langage et ses façons de raisonner, c'est en effet s'imposer une forme périlleuse de dédoublement. Car ces salariés se sont construits dans et par l'exercice d'une pratique religieuse et d'une activité militante. [...] Ils sont contraints de fournir des explications qui entrent en tension avec des conceptions auxquelles ils ont été durablement exposés » (COLLOVALD, Annie [dir.], *L'Humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-Monde*, Rennes, PUR, 2002, p. 148, voir aussi p. 151).

83. Allusion au texte de l'évangile de Mathieu, 11,4-5.

catéchèse de l'annonce de la Bonne Nouvelle et qui doivent être considérés comme une activité d'évangélisation à part entière⁸⁴. »

N'y a-t-il pas, dans les années 1990, une volonté de mieux marquer ce lien? En 1993, le SCD Lyon organise une session « Évangile, Église, développement », renouvelée en 1994 : son objectif « réfléchir et expliciter le lien structurel entre le développement et la mission de l'Église ». Comment « partir en coopération et être de véritables missionnaires⁸⁵? » S'agit-il de réaffirmer une démarche missionnaire que certains oublieraient⁸⁶, ou de rappeler le discours sur l'engagement en vue du développement à des jeunes catholiques plus tournés désormais vers une affirmation religieuse⁸⁷?

Les retombées sur l'opinion : informations et associations

L'exemple du SCD Ouest

Au retour, les volontaires ont du mal à faire partager ce qu'ils ont vécu, aussi se retrouvent-ils entre eux. Les organismes qui les ont envoyés les encouragent dans cette voie, car c'est par là que la relève est assurée. Parmi ces associations, prenons l'exemple du SCD Ouest. Il existait un réseau peu actif d'anciens volontaires de l'Entr'aide pour le Développement Intégral dans l'Ouest. En 1976, Sœur Marguerite du Merle fait une tournée et rencontre d'anciens coopérants, un groupe est fondé, avec comme présidente une ancienne coopérante EDI, Mauricette Lelièvre. Après la création du SCD en 1979 par fusion de l'EDI et de Service et Développement, ce groupe devient le SCD Ouest, qui ne se donne un statut associatif officiel que plus tard⁸⁸. Le groupe fonctionne sur les trois départements de Maine-et-Loire, Loire-Atlantique, Vendée : en 1984, son bulletin a 93 abonnés, en 1986, 55 : pour sortir des récits « d'anciens combattants », il décide de choisir et soutenir financièrement un projet de développement, d'informer les futurs volontaires, d'informer « ici » sur les problèmes du développement. Le premier projet soutenu échouera⁸⁹, et le second ne verra pas le jour. Il ne s'agit plus de soutenir des projets (« d'autres associations proposent ce type de soutien ») : « Nous nous sommes fixés d'autres objectifs à atteindre, formation, information, suivi des volontaires. » L'information des futurs volontaires se fait lors des week-ends thématiques du groupe, puis bientôt (1983), dans une session spécifique de dix jours, annuelle. Il s'agit aussi d'informer l'opinion sur les problèmes du développement, de relayer les campagnes du

84. *Bulletin SCD Ouest*, janvier 1984, lettre du Gabon, mars 1984, lettre du Cameroun.

85. *Ibidem*, juin 1994.

86. Pour les volontaires SCD de 2002, 60 % ont contacté un organisme chrétien « car ils sont sensibles aux valeurs spirituelles lors d'un travail de volontariat », et 14 % veulent partager leur foi (*SCD, Profil des volontaires...*, p. 13).

87. C'est en 1983 que la Communauté de l'Emmanuel crée FIDESCO, nouvel organisme d'envoi de volontaires.

88. *Journal officiel, associations*, déclaration du 28 avril 1986... Mais l'existence d'un CCP EDI-SCD région Ouest dès 1982 suppose un statut associatif déclaré à cette date.

89. Témoignage M. L., mars 2004.

temps. On passe d'un engagement essentiellement personnel dont on parle entre convaincus au militantisme pour une cause. Les thèmes des week-ends des années 1980 sont parlants : course aux armements et exploitation du Tiers-Monde (1982), Campagne Solagral et problèmes du manioc (1982), Qui aide qui ? (1983), Les droits de l'homme en Afrique (1983), Le droit à la différence (1983), Le tiers-mondisme en question (1986), Connaître l'immigration (1986), Le Paris-Dakar (1987), Amérique latine (1991). Le bulletin donne des informations sur des organisations proches : CCFD, Volontaires du Progrès, Artisans du Monde, AFDI, CRED (de Rennes)⁹⁰, Forum d'Agén des Solidarités Nord-Sud, Agir Ici, mais aussi Amnesty, Cimade.

Les associations tiers-mondistes en Maine-et-Loire

Le SCD Ouest est en contact avec le réseau catholique : Service de coopération missionnaire⁹¹, Service missionnaire des jeunes, mais aussi avec les réseaux non confessionnels. En 1991, la Coordination Tiers-Monde 49 regroupe 14 associations, et est présidée par Élisabeth Farineau qu'on retrouve au SCD. Dès 1971, le bulletin du Service de coopération missionnaire mentionnait le CAD, Comité Angevin pour le Développement (fondé l'année précédente) dont l'objectif était à la fois de « lutter contre le sous-développement », de sensibiliser la population, et de favoriser les contacts entre la population et les étudiants et travailleurs originaires du Tiers-Monde. L'année suivante, le CAD organisait un jeûne public de 24 heures à Angers pour sensibiliser la population aux problèmes du Bangladesh (janvier 1972) et invitait René Dumont pour une conférence sur « Le Tiers-Monde, victime des pays riches ». Le CAD refusait toute action caritative, estimant que « l'action caritative ponctuelle risque de masquer l'inévitable et indispensable dimension politique des problèmes d'aide au développement »⁹².

C'est autour des années 1970 qu'apparaissent en Maine-et-Loire les organisations soucieuses « d'aider le Tiers-Monde ». Leur effectif est difficile à saisir. La déclaration en préfecture ne se fait souvent qu'après quelques années de fonctionnement. D'une à deux associations se déclarant chaque année dans les années 1970, on passe à 11-12 par an dans les années 1985-1991. En 1986, on évoque 66 « associations tiers-mondistes » dans le département, en comptant large⁹³, en 2003 « une bonne centaine »⁹⁴. On peut tenter une typologie des origines : trois démarches se dessinent et se croisent. Les uns insistent sur la réflexion économique, la mobilisation de l'opinion ici, l'efficacité

90. Sur le Centre de Rencontre et d'Échanges pour le Développement, fondé en 1970, voir BOUCHER, J.-D., *Volontaires...*, p. 239.

91. Ce service existe depuis 1968, son aumônier, Charles Maupetit, suit de très près les activités du SCD ouest.

92. Déclaration lors de sa dissolution, en 1983, *Courrier de l'Ouest* du 20 décembre.

93. *Ouest-France*, 2 juin 1986, 66 associations invitées à une rencontre à Chalonnes, 37 présentes. On trouve parmi les présents APTIRA (insertion des travailleurs immigrés), Amnesty.

94. Selon le responsable de Peuples solidaires, *Ouest-France*, 11 novembre 2003.

de l'action là-bas : l'AJACS, fondée en 1967 mais qui s'oriente vers la solidarité internationale après 1968 est une des premières⁹⁵, tout comme les associations du CAD⁹⁶. Il s'agit ici des associations les plus « politiques ». D'autres sont fondées par d'anciens coopérants : ainsi à Saint-Rémy-en-Mauges l'association « Terre ouverte », en 1977 : « Des personnes engagées, des coopérants conscients des problèmes du Tiers-Monde pour les avoir vécus [...] décident de se regrouper au sein d'une association... » : 13 ans plus tard, 250 adhérents⁹⁷. Troisième type d'association, celles qui naissent lors de la sécheresse du Sahel (1973-1974), souvent à la suite d'un contact avec une religieuse, un missionnaire appelant au secours pour la survie des populations. Ce premier contact se prolonge ensuite par des actions plus planifiées, privilégiant généralement l'action sanitaire et l'éducation.

Les associations qui se sont fondées depuis trente ans en Maine-et-Loire peuvent être réparties en deux catégories, en se fondant sur l'énoncé des motifs lors de la déclaration en préfecture, ou dans d'autres déclarations comme les communiqués à la presse. Les unes privilégient une action très localisée : un dispensaire, un village, une région, dont le nom apparaît parfois dans le titre même de l'association. Même si le vocabulaire évolue⁹⁸, le but premier est la collecte de moyens. Des associations se donnent même pour but de collecter les fonds qui sont remis à d'autres associations locales œuvrant sur le terrain⁹⁹. D'autres associations insistent sur la connaissance des mécanismes du sous-développement, du mal-développement, évoque les échanges réciproques, le partenariat. Un exemple, l'association Angers-Quito : promouvoir l'éducation scolaire et sociale des jeunes Équatoriens, favoriser un rapprochement des scolaires et des habitants des deux villes et le développement de l'amitié franco-équatorienne, soutenir les projets de développements que les Équatoriens auront conçus, encourager la dif-

95. Sur l'AJACS (Association jeunesse d'Action pour la Coopération et la Solidarité), voir BOUCHER, J.-D., *Volontaires...*, p. 8. Le fondateur est Alain Pecqueur, qui sera ensuite à l'origine du Comité de liaison des ONG (CLONG).

96. En 1976, 6 groupes : Angers, Chemillé, Doué-la-Fontaine, Les Rosiers, Saumur, La Tessoualle. Le Comité de liaison avec le TM de Doué a comme objectif : développer la connaissance des problèmes du sous-développement et regrouper les personnes désireuses de s'y intéresser activement (constitution en association, 2 septembre 1971).

97. *Saint-Rémy-en-Mauges*, (collectif), 1990, p. 215-216. Terre fraternelle, association de Brissac, est fondée en 1978 « par une équipe de personnes ayant pour certains vécus en terre africaine » (*Ouest-France*, 25 février 2003).

98. Comité d'entraide Haute Volta Andard Brain : établir des relations et tous contacts avec la Haute-Volta, organiser diverses manifestations, quêtes et dons et opérer toute opération financière en faveur de la Haute-Volta 10 mai 1975. Cap sur terre brunie : assister la population de la région de Koudougou (Burkina Faso) pour la satisfaction des besoins locaux les plus pressants, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé, Corzé, 7 mai 90.

99. Groupe Tiers-Monde de la Vallée (déclaré le 15 octobre 1986) : aider les peuples en détresse, mener directement ou avec d'autres associations des actions de développement dans ces pays, se donner les moyens de collecter des fonds et sensibiliser l'opinion publique, collecter et redistribuer les ressources nécessaires aux actions retenues, et *Ouest-France*, 13-14 mars 2004, rendant compte des actions de l'année.

fusion de la langue et de la culture française en Équateur et réciproquement une connaissance de l'Équateur en France (30 janvier 1990). Au cours des années, des glissements peuvent s'opérer d'une démarche à une autre, par resserrement des objectifs, ou par élargissement¹⁰⁰.

Au point de départ de beaucoup d'associations, la réponse à une demande d'un missionnaire, d'une religieuse. Une religieuse rencontrée explique que son dispensaire (Tiadiaye, Sénégal) étant situé sur une grande route, il était souvent visité par des voyageurs et qu'elle a utilisé ces contacts pour obtenir ensuite de l'aide. La même évoque les amis et les amis d'amis qui ont permis l'achat de mil pendant la famine des années 1970¹⁰¹, et ses retours dans la commune où elle était infirmière avant son départ, où elle récoltait de l'argent à chaque voyage. Une autre religieuse, au Nicaragua, mobilise son village natal, mais aussi un réseau plus politisé de comités de solidarité¹⁰². On pourrait multiplier les exemples : qu'en déduire ? Il y a des associations où dominent les catholiques engagés : c'est le cas de jumelages paroissiaux qui soutiennent des projets pastoraux, sanitaires, éducatifs : la juxtaposition des actions, traditionnelle dans le domaine missionnaire, n'écarte pas les donateurs, bien au contraire. Le soutien à des écoles privées ne peut choquer dans une société catholique angevine où elles sont très présentes. Le caractère confessionnel de l'association, contrairement à ce qu'on dit parfois, n'est pas ici un obstacle. Bien d'autres associations, la majorité, sont non confessionnelles, mais recourent accidentellement ou de façon permanente aux religieux parce ceux-ci connaissent bien le terrain, rassurent sur la bonne utilisation des dons et des biens envoyés¹⁰³. Les religieuses, essentiellement infirmières ou assurant le soin des enfants, apparaissent d'abord comme des agents humanitaires, plus que les prêtres dont la fonction religieuse est plus clairement perçue. Que les associations soient non confessionnelles n'implique pas que des catholiques, ou des personnes ayant reçu une éducation catholique, en soient absentes : bien au contraire¹⁰⁴. La solidarité et le développement sont des

100. L'exemple du groupe Peuples solidaires d'Angers est significatif : à l'origine, au début des années 1980, un petit groupe né lors de la campagne 1 % Tiers-Monde, qui finance des projets limités, et le groupe continue ce type d'action. Mais en 1982 le groupe rallie la fédération « Peuples solidaires », et se donne fin 1984 le statut loi 1901 (rencontre avec M^{me} Batard, 24 mars 2004). Même évolution du groupe de Chalonnes (voir modification du titre et des objectifs, *Journal Officiel Associations*, 24 décembre 1986).

101. Ces appels, relayés par d'anciens coopérants en 1978, sont à l'origine d'une petite association (Solidarité Sénégal), créée par réseau amical en 1981, qui ensuite a soutenu divers projets jusqu'à nos jours.

102. Interviews de Sœur M.-D., 21 janvier 2004, et de Sœur C. G., 13 janvier 2004.

103. Les associations angevines se comportent comme les grosses associations de solidarité qui agissent par le biais des dispensaires ou hôpitaux gérés par les religieux.

104. « L'association Promotion Rurale Afrique a été créée à Saint-Sylvain vers 1973 par un groupe de chrétiens en lien avec un missionnaire en Afrique. Elle participe à la prise en charge d'une mission au Burkina Faso. Ses fondateurs ont décidé dans les statuts que cette association serait non confessionnelle dans la composition de ses membres » (JONCHERAY, Cyprien, *Une foi n'est pas coutume. Deux paroisses en mutation dans la deuxième moitié du XX^e siècle*, Hérault, 2000, p. 210).

thèmes si présents dans le catholicisme des quarante dernières années qu'une action avec tous les « hommes de bonne volonté » ne peut que séduire les catholiques quel que soit leur degré d'adhésion. Le CCFD, instance officielle de l'Église, auquel beaucoup des catholiques engagés dans les associations participent à un moment ou à un autre, développe d'ailleurs cette idéologie de la solidarité sans *a priori* confessionnels. La présence de catholiques explique-t-elle le développement important des associations de solidarité internationale en Maine-et-Loire ? C'est aller un peu vite en besogne. D'abord parce que le dynamisme du catholicisme angevin n'est plus dans les années 1970 si « exemplaire » : il s'est presque aligné sur les standards nationaux. Ce n'est donc pas une causalité directe qu'il faut invoquer, mais sans doute, comme pour le départ des volontaires, un terreau favorable. Un détour cartographique nous permet de mieux le situer.

En situant les associations déclarées sur la carte du département, on constate que 37 % ont leur siège à Angers et dans les communes limitrophes, 11 % dans la région angevine, 23 % dans l'arrondissement de Cholet (qui regroupe 20 % des associations du département), et 9 % dans l'arrondissement de Saumur (25 % des associations du département)¹⁰⁵. La sur-représentation de l'arrondissement choletais est à mettre en rapport avec sa tradition catholique forte (paroisses peuplées, mouvements d'action catholique), et l'origine de nombreux missionnaires et religieuses.

Une géographie des associations

En modifiant la focale, on aimerait disposer d'une carte nationale. Comme elle n'existe pas¹⁰⁶, nous nous sommes contentés de relever, pour le Maine-et-Loire et les dix départements qui l'entourent¹⁰⁷, pour cinq années, le nombre d'associations créées, et parmi ces associations, celles qui s'occupent du Tiers-Monde, pour parler vite. Nous avons distingué les associations qui dans leurs buts annoncés évoquent l'aide directe, la lutte contre le sous-développement (APD, associations pour le développement), et celles qui affichent seulement une volonté de développement des échanges interculturels, de réflexion sur le développement, sans évoquer

105. Selon Anjou Service Association (*Courrier de l'Ouest*, 31 mars 1979)

106. Pour 1987, existe une carte des groupes existants, établie par le CRID : 1 306 groupes, dont 900 du CCFD. La carte est établie par régions à partir du calcul du nombre d'habitants par groupe local. Six régions se détachent : Basse-Normandie, Pays de la Loire et Bretagne, Alsace et Lorraine, Rhône Alpes. La moyenne nationale est de 42 000 habitants par groupe, et de 24 000, 27 000, 31 000 dans les trois premières régions citées (CONDAMINES, C., *L'aide humanitaire...*, 1989, p. 102-103).

107. Relevés dans le *JO Associations*, pour 1985-1987, et 1990-1991. Le dynamisme associatif général (nombre d'habitants par association déclarée) est inégal, il se creuse semble-t-il, mais le classement des départements reste le même entre ces deux dates.

	Sarthe	Mayenne	Vendée	Maine-et-Loire	Loire-Atlantique	Ille-et-Vilaine	Indre-et-Loire	Vienne	Deux-Sèvres
1985-1987	1365	1349	1342	1303	1171	1097	1052	1024	1015
1990-1991	1346	1196	1078	1025	978	935	963	878	960

une aide de type économique¹⁰⁸ (AEC, Associations d'Échanges Culturels), ces dernières étant moins nombreuses.

Années	APD	AEC	TOT
1985	38	19	57
1986	39	14	53
1987	42	13	55
1990	40	37	77
1991	42	20	62

Nous nous intéressons aux créations, en tant qu'elles sont le reflet d'une préoccupation à un moment donné. Nous savons bien que la déclaration en préfecture est généralement faite au bout de quelques années de fonctionnement : aussi ne convient-il pas d'attacher trop d'importance aux dates. Il convient de rapporter ces créations d'association à la population : nous avons calculé un taux : combien d'habitants pour une création d'association, pour une année. Pour les APD, sur les 2 périodes chronologiques considérées, on constate que l'écart entre les 9 départements qui allait d'une pour 76 000 hab. à une pour 345 000 hab. en 1985-1987 se resserre en 1990-1991 d'une pour 71 000 à une pour 234 000. Le même rapprochement s'opère pour les AEC. Si l'on prend l'ensemble des deux types d'association, l'écart passe de 1 à 3 à 1 à 2. Sur ces 5 années, on a le tableau suivant :

Départements	Une APD pour X habitants	Départements	Une AEC pour X habitants
Maine-et-Loire	74 000	Ille-et-Vilaine	154 000
Indre-et-Loire	132 000	Vienne	211 000
Vendée	134 000	Sarthe	214 000
Loire-Atlantique	135 000	Deux-Sèvres	216 000
Ille-et-Vilaine	148 000	Indre-et-Loire	240 000
Sarthe	171 000	Loire-Atlantique	277 000
Mayenne	174 000	Maine-et-Loire	353 000
Vienne	190 000	Mayenne	463 000
Deux-Sèvres	216 000	Vendée	509 000

Départements	Une APD ou AEC pour X habitants
Maine-et-Loire	61 000
Ille-et-Vilaine	75 000
Indre-et-Loire	85 000
Loire-Atlantique	90 000
Sarthe	95 000
Vienne	100 000
Vendée	106 000
Deux-Sèvres	108 000
Mayenne	126 000

108. Cette classification est évidemment approximative. Nous avons écarté les associations d'originaires du Tiers-Monde, quand elles s'annoncent comme étant simplement des amicales (en particuliers d'étudiants). Le Tiers-Monde considéré intègre la Chine ou les républiques d'Asie centrale (mais très peu d'associations s'y consacrent). Nous avons intégré dans le second type quelques associations à caractère politique, essentiellement tournées vers l'Amérique latine.

Quelle explication apporter ? La dynamique associative générale est la plus forte dans la Vienne et les Deux-Sèvres, la plus faible dans la Sarthe¹⁰⁹ : elle ne joue donc pas ici un rôle décisif. Grâce à un événement contemporain de notre étude, on peut tenter d'approcher la sensibilité des habitants au malheur : en 1990 et 1991, de multiples associations de solidarité avec la Roumanie, en particulier de village à village, se mettent en place. Comment se comportent nos départements ? En tête, l'Ille-et-Vilaine (une association pour 48 000 habitants), puis un bloc homogène se dégage : Deux-Sèvres, Maine-et-Loire, Sarthe, Indre-et-Loire ont des comportements très proches, non loin se situent Mayenne et Loire-Atlantique ; à la traîne, Vienne et Vendée. Le comportement compassionnel suscité par les médias ne correspond donc pas à notre géographie du tiers-mondisme¹¹⁰.

Certains classements sont assez facilement explicables : les associations qui insistent sur les échanges interculturels sont peu nombreuses dans les départements les moins urbanisés et sans université, très présentes dans les départements de vieille tradition universitaire. Un milieu catholique marqué par la présence de l'action catholique (en particulier rurale), de congrégations, d'anciens coopérants : voilà qui peut expliquer le classement des départements en fonction du nombre d'APD. Maine-et-Loire, Vendée, Loire-Atlantique, Ille-et-Vilaine entrent parfaitement dans ce cadre explicatif¹¹¹. Mais *quid* de l'Indre-et-Loire, département tiède religieusement, et pourtant bien placé (la Sarthe se retrouve un peu dans le même cas), et de la Mayenne, chrétienté traditionnelle, ici mal classée ? Des éléments d'explication pourraient se trouver dans le rôle d'anciens volontaires¹¹². Vienne et Deux-Sèvres¹¹³, respectivement totalement ou partiellement hors de l'aire des « sociétés paroissiales », se retrouvent en queue de classement.

En tête, quel que soit le classement, le Maine-et-Loire : un département où l'on trouve « catholiques de l'action et de l'expérience », pour reprendre la terminologie de Colette Muller et Jean-René Bertrand¹¹⁴, une ville uni-

109. Ceci est confirmé par la carte du dynamisme associatif de Jacques Malet et Sylvie Malsan, *Le Monde*, 10 décembre 2003, supplément « Associations », p. III.

110. Pour la démarche du don aux associations, d'après le « baromètre de la générosité » de la Fondation de France, la région que nous étudions n'est pas particulièrement généreuse. Il serait intéressant d'avoir des données spécifiques concernant le CCFD, ou les organismes « humanitaires ».

111. On pourrait aussi évoquer le rôle de *Ouest-France*, quotidien très tôt attentif aux problèmes du sous-développement (DELORME, Guy, *Ouest-France. Histoire du premier quotidien français*, Rennes, Apogée, 2004, p. 172-175).

112. Les années choisies correspondent aux cartes présentées plus haut : l'Indre-et-Loire fournit de nombreux volontaires DCC, la Sarthe des volontaires DCC et des Volontaires du Progrès.

113. En 1979, une seule APD créée dans ce département : une section de la Fondation Balavoine, donc une origine exogène.

114. MULLER, Colette et BERTRAND, Jean-René, *Où sont passés les catholiques ?*, Paris, Gallimard, 2002. L'observation des cartes fournies par ces deux auteurs n'apporte pas d'éclairage explicatif du classement des 9 départements dans l'intérêt pour le Tiers-Monde.

versitaire, un réseau de congrégations féminines « néo-missionnaires » de recrutement rural, qui fournissent les points d'ancrage de nombreuses initiatives, des agriculteurs attentifs par expérience à la modernisation des campagnes.

En Maine-et-Loire, comme dans les départements voisins, apparaissent des APD d'un nouveau type, créées par des personnes originaires du Tiers-Monde et installées en France, ainsi que par des voyageurs touchés par une rencontre, une situation. On peut prévoir que cela modifiera progressivement les caractéristiques d'une ouverture qui commença avec les récits de missionnaires et qui aujourd'hui s'exprime par les voyages « humanitaires » et la mobilisation associative et inventive. La nouveauté des années 1970-2000 n'est que relative : en démultipliant leurs objectifs et en inventant toutes sortes de moyens pour collecter les fonds, les associations reprennent la démarche des œuvres missionnaires des années trente¹¹⁵. Plutôt que d'une succession de démarches, il faudrait parler, pour le Maine-et-Loire, et probablement ailleurs, d'un élargissement de l'éventail offert. Le soutien direct et missionnaire aux congrégations masculines et féminines existe toujours, à côté de la collecte des fonds pour tel ou tel projet d'une grande ou d'une petite ONG¹¹⁶. Les jumelages paroissiaux prospèrent, rassurant les vieilles chrétientés sur la vitalité d'un catholicisme à la fois exotique mais aussi suffisamment identifiable pour qu'elles s'y reconnaissent. Religieuses, laïcs missionnaires s'engagent dans la promotion rurale, tout en maintenant une présence sanitaire forte, et l'encadrement des jeunes chrétientés (noviciats). L'« option préférentielle pour les pauvres » reste le choix d'un petit noyau qui vit près des paysans sans terre ou dans les *barrios* latino-américains. Des coopérants sur-diplômés mettent en œuvre des programmes sanitaires et agricoles ou tentent de se mettre à l'écoute des paysans. Chaque génération redécouvre « l'autre », et décide de prendre le temps de l'écouter. Chaque génération recherche des actions nouvelles qui seraient enfin efficaces, mais remet ses pas dans les traces de ses prédécesseurs. Les véritables changements ne s'opèrent pas ici, mais là-bas : ils viennent sans doute – et viendront de plus en plus – de la création dans le Tiers-Monde d'instances autonomes, Églises locales non dépendantes de l'Europe, ONG créées par les populations.

115. PRUDHOMME, C., « De l'aide aux missions... », *Mouvement social*, déc. 1996, p. 15.

116. Je nuancerai donc l'affirmation de C. Prudhomme sur « l'effondrement des anciens réseaux au profit de ceux nés de l'action catholique et du catholicisme social » (*ibidem*, p. 27).

**Annexe 1 – Répartition des volontaires en fonction
du département de résidence des parents selon l'enquête du CLONG –
Volontariat de 1987 (Source : CLONG – Volontariat, 1987)**

Annexe 2 – Le recrutement missionnaire en France (1800-1940)
(Source : MICHEL, J., L'activité missionnaire de la Bretagne de 1800 à 1940,
thèse dactyl., Rennes, 1946)

**Annexe 3 – Répartition par département des volontaires envoyés
par le Département évangélique français d'action apostolique
au 1^{er} janvier 1988 (Source : DEFAP)**

**Annexe 4 – Répartition par département des volontaires
de la Délégation catholique pour la Coopération
suivant le lieu de résidence de leurs parents
(Source : Délégation catholique pour la Coopération)**

**Annexe 5 – Répartition par région des personnes qui ont contacté
le Service de coopération au Développement entre le 1^{er} octobre 1988
et le 30 septembre 1989** (Source : Service de coopération au Développement,
octobre 1988 à septembre 1989)

**Annexe 6 – Répartition par département
des volontaires du Progrès**
(Source : Annuaire des anciens volontaires du Progrès, 1989)

(en nombre de volontaires
par département)

RÉSUMÉ

Depuis cinquante ans, les concepts de Tiers-Monde et de sous-développement se sont imposés en même temps que le souci d'aider les nations marquées par ces problèmes. Pour ce faire, des volontaires, jeunes gens et jeunes filles, sont partis dans les pays concernés, dans le cadre d'organismes dont beaucoup sont au départ d'inspiration religieuse. La géographie du recrutement de ces organismes est souvent proche de celle du mouvement missionnaire. Parallèlement à ces départs, des associations nombreuses se créent pour lutter contre le sous-développement, elles aussi souvent liées au monde catholique. Ces formes diverses d'action humanitaire sont ici étudiées dans le cadre du Maine-et-Loire et des départements limitrophes, où l'on observe la permanence et les transformations de l'intérêt pour les « pays pauvres ».

ABSTRACT

The concepts of Third World and Underdevelopment have become well recognized over the last fifty years, as well as the will to help the countries affected by these problems. In order to do so, young volunteers, boys and girls, have set out for these countries within the framework of organisations most of which have been inspired by religious movements. The geographical recruitment patterns of these organisations and of the missionary movement are often closely similar. These departures have been accompanied by the creation of numerous associations often linked up to the catholic world to fight against underdevelopment. We have studied these different forms of humanitarian aid in Maine-et-Loire and in the departments bordering on it, and we have observed there both the permanence and the changes that have occurred in the feeling of concern for the "poor countries".